AK. L.

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESEANCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 81-208 du 24 juillet 1981

PORTANT NOMINATION DE MAGISTRATS

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL

- VU L'ordonnance N° 77 - 32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin,
 - VU Le Décret N° 80 - 39 du 12 Février 1980 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
 - VU La Loi N° 65 - 3 du 20 Avril 1965 fixant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature,
 - VU La Loi 65 - 5 du 20 Avril 1965 portant Statut de la Magistrature et les textes modificatifs subséquents,
 - VU L'ordonnance 79 - 31 du 4 Juin 1979 portant Statut Général des AGENTS Permanents de l'Etat,
 - VU Le Décret N° 78 - 118 du 28 Avril 1978 portant affectation des Magistrats en ses articles 2 et 3,
 - VU Le Décret N° 72 - 342 du 13 Décembre 1972 portant affectation des Magistrats en son article 2 ;
 - VU Le Décret N° 81-42 du 20 Février 1981 portant affectation des Magistrats en son article 10 ;
 - VU La Note de Service N° 18/MJLAS-DAFA/235 du 10 Janvier 1980,
 - VU La Note de Service N° 2/MJLAS-DAFA/235 du 3 Janvier 1980 sur Proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice Populaire ;
- Après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature en sa séance du 19 Mai 1981 ;

Le Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en ses séances des 3 et 10 juin 1981,

...../.....

D E C R E T E

Article 1er : Sont et demeurent abrogées les dispositions :
- des Décrets N° 78 - 118 du 28 Avril 1978, 78 -342 du 13 Décembre 1978, 81 - 42 du 20 Février 1981 concernant les Camarades Lambert NOUEFONDE, Fernande BANKOLE, Samuel DEGDEGNI et Michel Akowé NOUMENOU ;
- des Notes de service N° 18/MJLAS-DAFA/235 du 10 Janvier 1980, 2/MJLAS-DAFA/235 du 3 Janvier 1980 concernant les Camarades Joseph AMOUZOUN et Bruno LEKE.

Article 2 : Le Camarade Lambert NOUEFONDE, Magistrat du 3e Grade 7e échelon est nommé Conseiller à la Cour d'Appel de Cotonou.

Article 3 : Le Camarade Samuel DEGDEGNI, Magistrat du 2e Grade 1er échelon est nommé président du Tribunal de première Instance de CUIDAL.

Article 4 : Le Camarade Fernande BANKOLE, Magistrat du 3e Grade 6e échelon est nommée Juge au Tribunal de première Instance de Cotonou, spécialement chargée du 1er Cabinet d'Instruction.

Article 5 : Le Camarade Michel Akowé NOUMENOU, Magistrat du 3e Grade 5e échelon est nommé Juge au Tribunal de première Instance de Cotonou, spécialement chargé du 2e Cabinet d'Instruction.

Article 6 : Le Camarade Joseph AMOUZOUN, Magistrat du 3e Grade 2e échelon est nommé Juge au Tribunal de Première Instance de Cotonou, spécialement chargé du 3e Cabinet d'Instruction.

Article 7 : Le Camarade Bruno LEKE, Magistrat du 3e Grade 3e échelon est nommé Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance d'Abomey.

Article 8 : Les Camarades Joseph AMOUZOUN et LEKE Bruno prêteront avant d'entrer en fonction le Serment prévu par la Loi.

...../

Article 9.- Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au Journal Officiel.-

Fait à COTONOU, le 24 juillet 1981

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CON-
SEIL EXECUTIF NATIONAL

MATHEU KEREKOU.-

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE
DE LA JUSTICE POPULAIRE

MICHEL ALLABINE.-

LE MINISTRE DES FINANCES

ISIDORE ANCOUSSOU.-

AMPLIATIONS : PR - 8 CPC-6 CC du PRPB 4 - ANR 4 - SGG 4 - MF 5 -
MJP et ses Directions 40 - Autres Ministères 19 - SPD 2 - DN 2 -
UNB - FASJEP 4 - BAN 2 - DEP-DAJL-INSAE 6 - IGE et ses Sections 4 -
DCCT-ONEPI - GRANDE CHANCELERIE 3 - DE - DCF - SOLDE 12 TRESOR 4 -
DI 4 - ECP 1 - INTERESSES 6 - JURIDICTIONS 5 - JORPB - 1.-